PATRICK ASSIRVADEN (EX-PRÉSIDENT DU CEB)

«Le consommateur aurait dû bénéficier d'une baisse du tarif !»

En cette période de détresse économique, la hausse des tarifs d'électricité est un autre coup de massue, particulièrement pour les industriels, les centres commerciaux et autres entreprises consommant beaucoup d'électricité. Pour quelle cette hausse était-elle inévitable ?

Non. Le gouvernement aurait pu éviter cette hausse parce que, d'après le rapport financier du CEB, celui-ci est très profitable. Un exemple concret : le rapport financier en date de juillet 2020 démontre que le CEB a dans ses caisses Rs 7,827 milliards. Ce même rapport démontre que le CEB a cumulé des profits de Rs 20,6 milliards.

Par ailleurs, les prix des produits pétroliers au niveau mondial baissent et continuent de baisser. Pour prendre en considération une hausse des tarifs, *l'Utility Regulatory Authority* (URA) prend en considération deux choses : le prix du pétrole au niveau mondial et, surtout, la *Heavy Fuel Oil* et les finances du CEB. Basée sur ces deux éléments, la hausse des tarifs de l'électricité n'est pas acceptable.

Où est passé ce surplus de Rs 7,827 milliards dans les caisses du CEB ?

J'ai posé la question au Parlement. Le ministre des Finances m'a répondu qu'il a pris Rs 3,2 milliards pour injecter dans le *Consolidated Fund* pour l'achat de médicaments et autres équipements pendant le Covid-19. J'ai posé la question au ministre Lesjongard quant aux subsidiaires du CEB qui ont été créées dans le temps : *CEB Green Energy, CEB Facilities et CEB Fibernet*. Rs 1,2 milliard ont été englouties dans ces trois compagnies. Aujourd'hui, ces filiales ont été fermées. Ce n'est pas possible qu'avec une telle gabegie au CEB, on passe cette hausse aux consommateurs. Le prix de l'électricité a un effet cascade sur tous les secteurs : manufacturier, commercial, etc. Quand le ministre dit qu'un quelconque fabricant augmentera ses pas touché par cette hausse, c'est une aberration.

Les supermarchés qui vendent des produits frigorifiés vont certainement répercuter la hausse sur leurs prix ! Vouloir dire que 80 000 consommateurs ne seront pas touchés est faux, car le tarif est un impôt punitif. Surtout en été. Plus on utilise l'électricité, plus on paie.

Les entreprises, déjà essoufflées depuis le Covid-19, ne peuvent pas répercuter dans une impasse et risquent de fermer.

C'est sûr qu'elles n'auront d'autre choix que de fermer, car elles ne seront plus compétitives. Il y a un certain niveau d'augmentation qu'elles peuvent passer aux consommateurs, mais à un certain moment, ces derniers ne pourront payer. Ce qui se passe, c'est qu'aujourd'hui, le CEB est en mitraillage systématique, et ce, en toute quiétant, car cet organisme n'a pas le droit de faire banqueroute. Il a besoin *du Cash in Hand* pour pouvoir maintenir le niveau de fourniture d'électricité pour un pays développé. Le CEB a besoin d'argent pour assurer la maintenance de ses machines, pour payer la *Heavy Fuel Oil* par millions de mètres cubes, pour le paiement des *Independent Power Producers* (IPP). Aujourd'hui, il se retrouve avec un déficit d'environ Rs 4 milliards.

Quelle alternative aurait pu être prise pour ne pas augmenter les prix ?

Ce que nous avons demandé au Pm, c'est qu'au moins le ministre des Finances retourne les Rs 3,2 milliards qu'il a injectées dans le *Consolidated Fund*. C'est normal que quand on prête de l'argent et qu'on est à son tour en situation difficultaire, il faut qu'on se fasse rembourser son argent pour qu'on puisse subvenir à ses besoins personnels.

On injecte Rs 3,2 milliards pour l'achat scandaleux de médicaments et, de l'autre côté, on augmente les tarifs pour les consommateurs ! Alors que le pays a besoin continue de baisser. C'est scandaleux ! C'est pourquoi j'ai demandé que le CEB qui a accordé cette augmentation au CEB, vienne s'expliquer. La section 25 de *TURA Act* dit clairement que « *the licensee has to keep record tarifs which shall be open to public inspection* ». Ce qui veut dire que l'URA a le devoir de garder tous les comptes du CEB pour que le public, les parlementaires, les responsables de la protection des consommateurs, etc., puissent aller vérifier le bien-fondé de l'augmentation. Cette hausse est scandaleuse.

Le mot de la fin ?

Le consommateur mauricien aurait dû au contraire voir une baisse du tarif de l'électricité. Il a droit à cette compensation. Je me base sur deux choses pour dire : d'abord le fait que les consommateurs au niveau mondial baissent. Ce n'est pas quelque chose que j'invente. Tout le monde est au courant. Ensuite, et peut-être, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) va peut-être éclater à cause de la baisse des produits pétroliers. Nous sommes dans les caisses du CEB, il y a de l'argent.

Le surplus accumulé tel qu'indiqué dans le papier officiel, et confirmé par le ministre Lesjongard au Parlement le 19 avril 2022 est comme suit : *Consolidated Fund* (Rs 3,2 milliards) 379 176; juin 2018 (Rs 19 622 360 435); juin 2019 (19 472 625 154); juin 2020 (20 600 380 639). L'argent est là, mais le gouvernement a tout pris. Ils ont créé un *Consolidated Fund* où tout l'argent des corps para-étatiques est prêt pour entrer dans ce fonds, après qu'ils se retrouvent déplumés. Donc, pour moi, il y aurait dû y avoir une baisse du tarif de l'électricité, au lieu de cette augmentation, en se basant sur les chiffres et les faits.

TIRS CROISÉS | Électricité plus chère

Retentissement attendu sur plusieurs secteurs

Après la flambée ininterrompue des prix des produits et autres services depuis le Covid-19, qui ne fait qu'écraser un peu plus le consommateur à chaque fois, la hausse des tarifs d'électricité est loin de ne toucher que les gros utilisateurs d'énergie. Pour l'ancien président du *Central Electricity Board* (CEB), Patrick Assirvaden, cette augmentation aura un effet cascade sur tous les secteurs : manufacturier, commercial, etc. « *Vinir dire que 80 000 consommateurs ne seront pas touchés est faux, car le tarif est un tarif punitif* », soutient-il. Il est convaincu que le gouvernement aurait pu éviter cette hausse « *parce que, d'après le rapport financier du CEB, celui-ci est très profitable* ». Par ailleurs, les prix des produits pétroliers au niveau mondial baissent et continuent de baisser. Ce qui le pousse à dire que le consommateur mauricien aurait dû au contraire bénéficier d'une baisse des tarifs d'électricité à la place d'une augmentation. Patrick Assirvaden décrie l'injection de Rs 3,2 milliards du CEB vers le Consolidated Fund et Rs 1,2 milliard dans les trois compagnies subsidiaires du CEB, aujourd'hui fermées. De son côté, Amit Bakhirta, fondateur d'Umaeu, entreprise de services financiers, et donc entrepreneur, analyse les conséquences sur les entreprises. Si certaines industries peuvent facilement répercuter les prix plus élevés dans leurs tarifs, c'est l'inverse, dit-il, d'autres, par contre, le pourront moins ou pas du tout. « *L'impact sera invariablement négatif pour ces industries à forte consommation d'énergie, impactant ainsi vraisemblablement également leurs résultats nets* », dit-il. En terme d'effet sur les consommateurs, il prévoit qu'un minimum de 27% du panier CPI soit susceptible de ressentir cet impact.

S'il confesse que « *les augmentations des prix des utilités publics, y compris les prix de l'énergie, restent essentielles en vue de maintenir les organismes concernés à flot* », il prône cependant la transition vers des sources d'énergie verte et souhaite une révision à la baisse du prix de l'essence.

Jean-Luc Rancien, dont l'entreprise concocte les arômes-gueules *Saveur de l'Ile Maurice*, confie qu'après la hausse salariale, la CSG, la hausse du taux d'intérêt, etc., « *nombre d'entreprises peinent toujours à retrouver une situation d'antan* ». Avec la hausse du prix de l'électricité, c'est un autre coup de massue qui lui fait envisager une année très difficile pour la survie des PME. Pour lui, quand le gouvernement annonce un plan d'aide aux PME, « *il faudrait que ce soient, pour les 24-36 mois, il n'y ait pas d'autres choses qui nous soient imposées* ».

Il ajoute : « *On ne peut pas venir imposer la CSG aujourd'hui et quelques mois après venir dire qu'on doit contribuer aussi au FRGF pour après upgrader à une compensation salariale.* » Davantage que des mesures phares pour les PME, il plaide donc pour une aide en fonction de la catégorie de l'entreprise.

Propos recueillis par Sharon LEUNG-AH FAT

AMIT BAKHIRTA (ENTREPRENEUR):

«Impact sur minimum de 27% du panier CPI»

indirectement, nous devrions envisager un autre effet multiplicateur dans les prix et les prix des autres secteurs. Par conséquent, nous estimons qu'un minimum de 27% du panier CPI est susceptible certainement susceptible de ressentir cet impact.

La doublure argentée concernera de manière plausible une marge forte dans un environnement de taux d'intérêt plus serrés. Indépendamment de cela, l'accent mis sur une croissance verte risque plus élevée des revenus pour les acteurs du capital des entreprises à faire face à ces exigences, ce qui, à terme, à l'énergie, car au-delà d'une certaine production/service pour les entreprises, les coûts associés d'amortir plus rapidement la valeur de l'actif, etc et, malgré des rendements décroissants.

Les autorités disposent-elles de moyens pour soutenir les entreprises ?

Vers une transition énergétique plus verte, oui. Il est fortement conseille de maintenir la dynamique dans ce sens. Il y a des millions d'entreprises dans le monde, mais seulement une dizaine de Tesla. L'économie, le gaz et les autres combustibles représentent 11,2% et 12,5% du panier de CPI majoritaires, publiques et privées durables et de maintenir les organisations sources d'énergie alternatives et, ainsi, prendre les décisions financières et opérationnelles nécessaires.

Des prix de l'énergie plus élevés sont très probables, au fil du temps, et donc, non un coup de pied à la cantine sur la route ne fait que retarder l'inévitable dans la plupart des cas. Indépendamment de cela, l'accent mis sur une croissance verte risque plus élevée des revenus pour les acteurs du capital des entreprises à faire face à ces exigences, ce qui, à terme, à l'énergie, car au-delà d'une certaine production/service pour les entreprises, les coûts associés d'amortir plus rapidement la valeur de l'actif, etc et, malgré des rendements décroissants.

Les autorités disposent-elles de moyens pour soutenir les entreprises ?

Vers une transition énergétique plus verte, oui. Il est fortement conseille de maintenir la dynamique dans ce sens. Il y a des millions d'entreprises dans le monde, mais seulement une dizaine Tesla ! L'on point de vue purement financier, d'autant moins que notre secteur économique de notre région se retrouve de plus en plus dans un cycle baissier et que la nécessité d'une action plus intelligente des finances publiques est plus que jamais essentielle.

Quels dispositifs le gouvernement pourrait-il mettre en place pour mieux gérer le pouvoir d'achat des consommateurs suite à cette hausse qui répercutera sur les prix des produits à consommation ?

Veiller que le prix de l'essence à la pompe soit revu à la baisse dès que possible serait souhaitable. Cela atténuera la pression à la hausse émanant des hausses des prix de l'électricité qui, bien qu'affectant directement que 15% de l'électricité officielle sur le réseau, touche indirectement, notamment via plusieurs industries, l'ensemble de la base de consommateurs nationaux.

JEAN-LUC RANCIEN (ENTREPRENEUR) :

«Une année très difficile pour la survie de PME»

Alors que nombre d'entreprises se trouvaient déjà difficile, certaines sur le point de mettre la clé sous la porte à cause de la Covid-19 et la guerre ...la hausse des tarifs d'électricité est la goutte d'eau qui fasse déborder le vase. Quel impact prévoyez-vous sur les entreprises, sachant que beaucoup de frais supplémentaires se sont ajoutés à leurs frais de dépenses, comme la compensation salariale, la hausse de l'intérêt sur les prêts...

Déjà, en n'est pas encore déconfinement. Il y a eu un *Fuel Good Factor* dans le secteur touristique mais ailleurs, les entreprises, elles, ont toujours du mal à décoller. Après la hausse salariale, la CSG, la hausse du taux d'intérêt, etc., nombre d'entre elles peinent toujours à retrouver leur situation d'antan. Beaucoup ont dû emprunter pendant le confinement pour pouvoir survivre à l'époque et aujourd'hui, mais n'ont pas su rednyamiser leurs activités.

Par ricochet, les consommateurs déjà écorchés par tant d'augmentations de prix, feront aussi les frais de cette hausse d'électricité. Vous confirmez aussi n'avoir vu aucune choix que diminuer vos prix ?

Avec la hausse des tarifs de l'électricité, il n'y aura pas d'autre choix que de répercuter ces hausses sur le prix. Il n'y a aucune solution miracle pour le moment. Je compte revoir à la prix de mes produits dans un peu répercuter cette hausse à 100%, car il faut aussi prendre en considération le pouvoir d'achat des consommateurs.

Comment compte-vous faire face à cette hausse sachant que votre secteur de revient ?

Il faudra exposer son capital davantage, aller plus vers l'approvisionnement en volume au niveau de la matière première. Pour moi, c'est la seule façon de faire. Je pense que je pourrai avoir de l'huile en volume à des prix promotionnels. Il faut passer par là, à mon sage. Il faut négocier et acheter. Mais pour acheter, il faut trouver le cash.

La hausse de l'intérêt sur les prêts a un impact conséquent sur les entreprises ?

Malheureusement. Aujourd'hui, une entreprise qui a contracté Rs 1 million de DBM par exemple doit payer presque Rs 1 000 de plus par mois. Sur une année, une grosse somme empruntée, plus cher sera le repaiement. Malheureusement, le gouvernement doit débourser ce surplus sur leur profitabilité.

Quel soutien attendrez-vous de la part du gouvernement face à cette tempête sur deux fronts ?

Il y aurait dû y avoir un plan de soutien venant du ministère. Il faudrait une catégorisation des PME et voir qui aurait besoin de soutien sur les matières premières (farine, huile, etc.), car il y a eu une grosse augmentation des prix sur les matières premières ces trois dernières années. Nous aurions pu avoir des subsides sur quelques matières premières, ce qui nous aiderait à souffler un peu plus et être plus compétitifs sur le marché. Il faudrait aussi un plan d'aide pour les PME.

C'est bien qu'ils aient mis en place un plan d'employabilité. Mais aujourd'hui, employer plus est extrêmement à plus de productivité. Mais qui dit plus de productivité dit aussi plus d'investissements et, par rapport à cela, il faudrait un plan d'aide. C'est primordial pour la survie de ces entreprises. Malgré tous les plans d'aides annoncés par le gouvernement, tous n'ont pas été bénéficiaires, car quand on annonce un plan d'aide, il faudrait que devienne pour les 24-36 mois, il n'y ait pas d'autres choses qui nous soient imposées. On ne peut pas venir imposer la CSG aujourd'hui et quelques mois après venir dire qu'on doit contribuer aussi au FRGF, pour quelques mois après encore appeler à une compensation salariale.

Diriez-vous que c'est l'année de tous les défis pour les entreprises ?

Une année très difficile pour la survie des PME, car à côté de cela, il y a aussi de mises en place par le gouvernement, il y a autant d'obligations qui sont imposées. Si on regarde la marge de profitabilité on est à 5%, on ne monte même sur du 30-35%, aujourd'hui, elle est de moins de 20% avec toutes les charges. Avec la hausse de l'électricité maintenant, qui impactera tous les produits de consommation, les prix pourront il fait que le gouvernement arrête avec les mesures phares et penser plus aux PME et aux problèmes des PME et introduire un plan de monitoring pour que l'argent puisse fructifier.

Quels dispositifs le gouvernement pourrait-il mettre en place pour mieux gérer le pouvoir d'achat des consommateurs suite à cette hausse qui répercutera sur les prix des produits de consommation ?

J'aurais soulevé l'augmentation envisagé introduire des *Vouchers* ou un système d'allocation à la Rs 5 000 pour les familles nécessiteuses, car la classe moyenne s'est appauvrie. Si la classe moyenne n'arrive pas à acheter, l'avenir des PME sera très compliqué. Il faut des mesures de fermetures que de créations d'entreprises.

Pour conclure...

Le gouvernement doit pouvoir être plus à l'écoute de la souffrance du peuple et venir avec des mesures qui vont soulager leurs ménages. Il faut aussi être plus à l'écoute des PME. Aujourd'hui, il y a beaucoup de gens qui, par exemple, ne peut plus vendre son riti à Rs 10. Il est obligé de le vendre à Rs 15 après la hausse du prix de l'Or. Il faut des mesures ciblées. Le prix de l'essence a aussi eu un gros impact sur les prix des produits alimentaires. Le gouvernement pouvait venir avec une baisse des prix de carburant, cela aurait aidé les consommateurs.

Ensuite, l'absence d'intervention du ministère du Commerce sur toutes ces certaines grandes compagnies, qui font ce qu'elles veulent au niveau des prix de leurs matières premières, est à déplorer. Il faudrait un vrai contrôle sur le marché pour que les prix soient contrôlés convenablement. En un mois, on voit un produit qui se vendait à Rs 20 grimper à Rs 25. Il ne faudrait pas nous faire croire qu'en un mois, ils ont eu le temps d'importer et de mettre sur le marché. Il faut aussi que les banques puissent jouer le jeu pour redresser l'économie. Elles doivent pouvoir venir avec des mesures d'accompagnement des entrepreneurs.